

CADRE FINANCIER

AUTOMNE 2008

PRÉSENTATION DU CADRE FINANCIER

Ce cadre financier se déploie en deux étapes. La première vise à répondre à la crise financière qui se concrétise chaque jour un peu plus pour l'ensemble des Québécois-es. La deuxième étape entreprend une transformation importante et nécessaire de l'économie québécoise et sera appliquée quand la crise sera résorbée.

Ce cadre financier présente les investissements et les nouveaux revenus pour l'État que les députés de Québec solidaire mettront de l'avant à l'Assemblée nationale. Les coûts de nos engagements ont été évalués annuellement et les montants présentés ici équivalent au coût de la mesure lorsqu'elle sera entièrement réalisée. Plusieurs mesures doivent être réalisées progressivement à l'intérieur d'un mandat de cinq ans.

Québec solidaire a déjà présenté son plan pour éviter que la crise n'affecte trop durement les Québécois-es, le présent cadre financier donne plus de détails quant à ce plan. Rappelons qu'il vise à créer 40 000 emplois, réduire la hausse du coût de la vie et protéger nos retraites ainsi que notre développement économique. Pendant deux ans, il est financé en bonne partie à même les économies réalisées par l'État québécois, économies qui doivent être utilisées pour résorber la crise. Après ces deux années, la reprise économique permettra de financer les investissements proposés ici. Il est important de noter qu'une part de certains de ces investissements est déjà présente dans les prévisions budgétaires de l'actuel gouvernement (comme la création de places en garderie) ou consiste en une utilisation différente des ressources déjà disponibles (comme les investissements dans les infrastructures de transport collectif qui viendraient remplacer des éléments du plan de transport actuel).

Pour éviter qu'une telle crise ne se reproduise, il est de la responsabilité de tous les gouvernements, dont celui du Québec, de revenir à une plus grande régulation de l'économie nationale. C'est pourquoi, suite à une action concertée pour amoindrir les effets de la crise, il est nécessaire de transformer l'économie pour que notre société soit de plus en plus à l'abri des fluctuations de l'économie casino. C'est l'objectif de la deuxième étape de notre cadre financier qui met en place des mesures structurantes qui vont à contre-courant des propositions des autres partis politiques. Ceux-ci proposent trop souvent de réduire la place du secteur public et de privatiser tous azimuts, ils nous invitent en fait à continuer dans la même direction qui nous a mené à la crise.

Ce document présente d'abord l'impact de nos propositions sur le budget d'opération du gouvernement. Il souligne ensuite les investissements en immobilisation et leur impact sur le service de la dette. Enfin, contrairement à l'ensemble des autres partis politiques qui ne dévoilent pas les sources de revenus qu'ils utiliseront pour remplir leurs promesses électorales, Québec solidaire détaille clairement comment il financera ses engagements.

PREMIÈRE ÉTAPE: POUR ÉVITER LA CRISE

Priorités des deux prochaines années pour éviter que la crise n'affecte trop les Québécois-es.

INVESTISSEMENTS AU NIVEAU DES OPÉRATIONS 1 955 M\$

Développer le transport en commun	600 M\$
Entretien et faire fonctionner des éoliennes	20 M\$
Lancer un grand chantier d'efficacité énergétique	110 M\$
Appuyer une agriculture verte, locale et biologique	30 M\$
Financer les CLD pour qu'ils établissent des stratégies de développement économique des communautés locales	60 M\$
Soutenir les coopératives de travail qui reprennent des entreprises qui délocalisent leurs activités	50 M\$
Investir massivement en économie sociale	160 M\$
Soutenir temporairement les PME et les groupes communautaires suite à l'augmentation du salaire minimum	65 M\$
Diminuer le nombre d'élèves par classe	400 M\$
Créer 38 000 nouvelles places en CPE	265 M\$
Offrir quatre manifestations culturelles par années du primaire au collégial	60 M\$
Augmenter la liste de produits exemptés de TVQ	135 M\$

SERVICE DE LA DETTE POUR LES INVESTISSEMENTS DANS LES IMMOBILISATIONS

420 M\$
COÛT TOTAL 8 350 M\$

Construire des infrastructures de transport en commun	150 M\$
	Coût total 3 000 M\$
Nationaliser et construire des éoliennes	150 M\$
	Coût total 3 000 M\$
Construire des logements sociaux	120 M\$
	Coût total 2 350 M\$

SOURCES DE FINANCEMENTS 2 250 M\$

Fond d'urgence des exercices financiers précédents	1 150 M\$
Fond des générations	500 M\$
Redevances sur l'eau	600 M\$

DEUXIÈME ÉTAPE: TRANSFORMER L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

Les investissements nécessaires pour faire suite à la crise afin de favoriser l'émergence d'un Québec plus écologiste et solidaire.

INVESTISSEMENTS DANS LE BUDGET DES OPÉRATIONS	7 660 M\$
Instaurer un programme de gestion des déchets	275 M\$
Augmenter l'aide sociale pour que toutes les prestations atteignent le niveau de celles prévues pour les personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi	595 M\$
Étendre la durée des vacances	475 M\$
Augmenter le nombre de congés	75 M\$
Éliminer les lois anti-syndicales du gouvernement Charest	1,6 MM\$
Refinancer les organismes communautaires	225 M\$
Augmenter le financement du système de santé	2 200 M\$
<ul style="list-style-type: none"> • CLSC et autres soins de proximité 200 M\$ • Plus de médecins, de lits et d'infirmières dans les hôpitaux 400 M\$ • Groupe de médecins de famille 200 M\$ • Étendre le régime public 1 000 M\$ • Investir en prévention et dans les services sociaux 400 M\$ 	
Assurer une éducation gratuite et de qualité	1 170 M\$
<ul style="list-style-type: none"> • Gratuité scolaire 650 M\$ • Rémunérer les stages faisant partie des études 90 M\$ • Régler le sous-financement de l'éducation post-secondaire 400 M\$ • Campagne nationale d'alphabétisation 30 M\$ 	
Rendre l'aide juridique plus accessible	130 M\$
Établir une politique familiale féministe et de gauche	350 M\$
Accorder des congés pour perfectionner le français	30 M\$
Soutenir la création et la diffusion artistique	75 M\$
Rendre les musées gratuits le dimanche	5 M\$
Refinancer Télé-Québec et élargir son mandat	340 M\$
Assurer l'élection et le fonctionnement de l'Assemblée constituante	110 M\$
Faire une campagne majeure contre les violences faites aux femmes	5 M\$

SERVICE DE LA DETTE POUR LES INVESTISSEMENTS DANS LES IMMOBILISATIONS

	30 M\$
	COÛT TOTAL 650 M\$
Mettre en place Pharma-Québec	5 M\$
	Coût total 150 M\$
Améliorer les infrastructures de Télé-Québec	25 M\$
	Coût total 500 M\$

AUGMENTER LES REVENUS DE L'ÉTAT

	7 690 M\$
Développer l'énergie éolienne à travers Éole-Québec	800 M\$
Mieux contrôler les déductions fiscales des entreprises	195 M\$
Ramener l'impôt sur le revenu passif des entreprises à son niveau de 2007	420 M\$
Imposer pleinement les gains en capital des entreprises	190 M\$
Augmenter la taxe sur le capital des entreprises financières	590 M\$
Majorer l'imposition des entreprises en fonction de leur structure décisionnelle	75 M\$
Taxer les dividendes des futurs holdings	50 M\$
Resserrer les aides fiscales de 2,5%	150 M\$
Exiger le remboursement des prêts et des aides fiscales des entreprises qui délocalisent	30 M\$
Réduire l'évasion fiscale	500 M\$
Ajouter un palier d'imposition pour les particuliers	1 300 M\$
Imposer les gains en capital des particuliers	455 M\$
Réduire le plafond des REÉR	300 M\$
Moduler le taux de taxation pour les produits de luxe et les produits polluants	745 M\$
Percevoir des redevances sur les ressources naturelles	815 M\$
Faire des économies grâce à Pharma-Québec	1 000 M\$
Retirer les subventions aux écoles privées	75 M\$

